

PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES
DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE

DOSSIER SUIVI PAR :

M. Didier GRANDPRE
DG/CV.

☎ 49.55.71.21

ARRETE n° 94-D2/B3-053

en date du **18 AVR. 1994**

portant déclaration d'utilité publique de travaux
projetés par le SIAEP de CHAMPIGNY le
ROCHEREAU en vue de l'exploitation des ressources
en eau du captage de BOIS-TRICON un forage -
(dérivation des eaux souterraines, protection du
captage, distribution des eaux).

**Le Préfet de la Région Poitou-Charentes,
Préfet de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source
ou d'eau souterraine ;

VU le Code de la Santé Publique notamment les articles L. 20 et L. 20-1 ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à
la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi
du 16 décembre 1964 ;

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la
consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles notamment son article 16 et l'arrêté
du 10 juillet 1989 relatif à la définition des procédures ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension
provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation ou de
déclaration ;

VU le décret 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à
autorisation ou à déclaration notamment l'article 2 ;

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

B.P. 589 - 86021 POITIERS CEDEX
TÉLÉPHONE 49.55.70.00 - MINITEL 3614 LAPREF - TÉLEX 790 360 F
BUREAUX OUVERTS DE 9 HEURES À 17 HEURES

VU la délibération du SIAEP de CHAMPIGNY le ROCHEREAU en date du 2 février 1993 demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines au lieu-dit "Bois-Tricon", portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce captage ;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 28 juin 1989 ;

VU l'avis du Directeur Départemental des Actions Sanitaires et Sociales ;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

VU le dossier et les résultats de l'enquête qui a eu lieu en application de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1993 ;

VU l'avis du Commissaire-enquêteur en date du 15 mars 1994 ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne,

ARRETE :

ARTICLE 1er - Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par le SIAEP de CHAMPIGNY le ROCHEREAU, consistant en :

- le captage d'eau souterraine (1 forage) au lieu-dit "Bois-Tricon" - commune de CHAMPIGNY-le-SEC,
- la création de périmètres de protection de ce captage et institution des servitudes afférentes,
- la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine.

SECTION I - DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2 - Le SIAEP est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le captage exécuté sur le territoire de la commune de CHAMPIGNY-le-SEC.

ARTICLE 3 - Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder 66 m³/heure (soit 1584m³/j).

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le Syndicat devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le Préfet sur le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 4 - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le SIAEP à l'agrément du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 5 - Conformément à l'engagement pris par le Comité syndical dans sa séance, le SIAEP devra indemniser les usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

.../...

SECTION II - PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 6 - Il est établi autour de l'ouvrage de captage trois périmètres de protection dans les limites indiquées par le géologue et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

6.1 - Périmètre de protection immédiate (envrion 0,3 ha).

Le forage se trouve dans la parcelle 59 de la section YX du cadastre rénové de CHAMPIGNY-le-SEC. Les terrains seront acquis en toute propriété par le Syndicat, clos, protégés contre les eaux extérieures et entretenus. L'accès sera limité aux agents du service de l'eau. Toutes activités autres que celles liées au service seront interdites.

6.2 - Périmètre de protection rapprochée.

Il couvre une superficie de 130 ha environ :

- Commune de CHAMPIGNY-le-SEC :

- . Section O, lieu-dit "Tricon" en entier,
- . Section YC, lieu-dit "Fontenail de Tricon" en entier (n° 1 à 14),
- . Section YX, lieu-dit "Les Nougées", n° 31 à 37, lieu-dit "Tricon", n° 38 à 44 et 60.

- Commune de CHARRAIS :

- . Section YC, lieu-dit "La Vigne Gérard", n° 10 et 11 et 12, lieu-dit "Les Hautes Landes", n° 5 à 9,
- . Section ZM, en entier soit : lieu-dit "Basses Landes", en entier, lieu-dit "Les Charrues", en entier.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et réglementées dans ce périmètre.

La réglementation spécifique est détaillée ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe I.

Sont soumis à autorisation préfectorale après avis géologique :

21 - La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

Les activités et aménagements ci-dessous devront satisfaire aux obligations suivantes :

12 - Les stockages de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures seront interdits sauf ceux annuels, nécessaires au fonctionnement des exploitations.

.../...

Les activités interdites sont détaillées ci-dessous en reprenant les numéros des rubriques du tableau de l'annexe 1

- 1 - La création de forage ou de puits
- 2 - L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières
- 3 - L'ouverture d'excavations, autres que carrières
- 4 - Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes
- 5 - L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux
- 6 - L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées
- 7 - L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux ;
- 8 - Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature
- 10 - L'épandage et l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle
- 18 - Le déboisement
- 19 - La création d'étangs

Les autorisations accordées au titre des divers polices administratives (installations classées, carrières, police des eaux, code de la santé publique etc... devront prescrire toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder la qualité actuelle et future de l'eau. Un avis géologique sera sollicité avant la délivrance des autorisations.

6.3 - Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel, des dérogations aux interdictions prévues aux articles précédents pourront être accordées par arrêté préfectoral après avis de l'hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental d'Hygiène.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

6.4 - Périmètre de protection éloignée Surface (414 ha environ)

La réglementation générale s'appliquera sur ce périmètre avec le souci de la protection de la ressource. Les différentes autorisations administratives devront se fonder sur un avis géologique et prescrire toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des eaux.

ARTICLE 7 - Règlementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté.

Les installations, activités et dépôts existants dans les périmètres de protection éloigné ou rapproché à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 6 dans un délai de trois ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 8 - Règlementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté.

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumise à autorisation préfectorale conformément à l'article 6.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné en précisant :

La localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

Les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'Administration, sera faite par le géologue officiel aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités règlementées visées à l'article 6.2 pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 9 - Le Président du SIAEP de CHAMPIGNY le ROCHEREAU est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet (périmètre de protection immédiat).

ARTICLE 10 - SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret 67-1094 du 15 Décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée 64.1245 du 16 Décembre 1964, et les articles 22 à 30 de la loi sur l'eau 92-3 du 3 janvier 1992, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, etc..)

ARTICLE 11 - Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapproché du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques (délai maximal 2 mois).

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapproché.

Le Président du SIAEP est chargé d'effectuer ces formalités.

SECTION III - DISTRIBUTION DES EAUX

Article 12 :

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la Santé Publique et le décret n° 89-3 du 3 Janvier 1989 modifié.

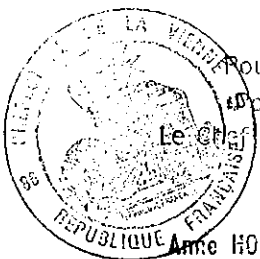
- Le procédé de traitement - son installation - son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Elle devra notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de ce service.

SECTION IV - DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 13 - Le Secrétaire Général de la Vienne, les Maires de CHAMPIGNY le SEC et CHARRAIS, le Président du SIAEP de CHAMPIGNY le ROCHEREAU, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, le Directeur Départemental de l'Equipement, l'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur des Etablissements Classés, le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Vienne.



Pour ampliation
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau Délégué,

Anne HOUSSAUD-LASSARTESSES

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de la Vienne

André BARBÉ

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forage ou de puits	X				X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavations autres que carrières	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes	X				X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de déchets, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées	X				X
7	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	X				X
8	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	X				X
9	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			X		X
10	L'épandage et l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle	X				X
11	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			X		X
12	Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
13	L'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols			X		X
14	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures			X		X
15	L'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		X
16	Le pacage léger des animaux			X		X
17	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
18	Le déboisement	X				X
19	La création d'étangs	X				X
20	Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes			X		X
21	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X
22						
23						
24						

(1) Réglementation spécifique à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale existante ou future (POS, RSD, ...)



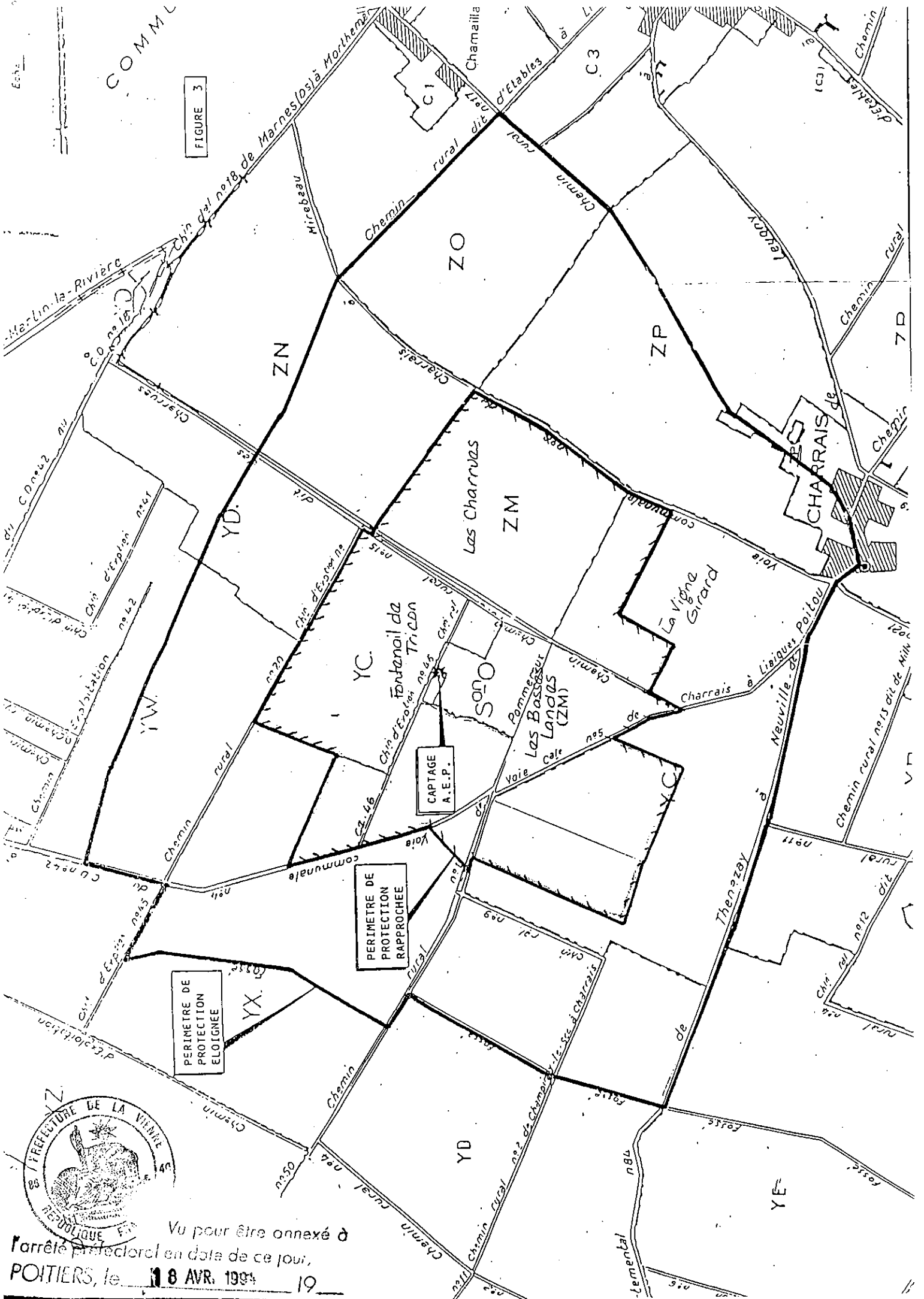
Vu pour être annexé à

l'arrêté préfectoral en date de ce jour,

18 AVR. 1994 19

COMMUNE

FIGURE 3



Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral en date de ce jour,
POITIERS, le 18 AVR. 1994 19